

[Text]

Mr. Shoemaker: You may remember what happened in the Turkish embassy takeover. I certainly remember when members of the press, very dramatically, were sliding down walls to get a better perspective on the ambassador jumping from a window. People were carrying out certain activities completely unrestrained. You had to have a pretty significant perimeter to prevent members of the press from doing that especially with their imagination and ingenuity. While you can have a governing instruction, the facts always work, to some extent, against that working totally.

Senator Hays: If I understood correctly, you indicated that the RCMP have not modified their procedures with respect to media monitoring as a result of the April incident. Something that might be done would be to have a media capability to assess what off-air signals are available in the area of the incident. There may be moving around. There could be some plan of action to immediately turn on that off-air information coming in and then have a means of monitoring it. I gather from your evidence here that you have not done anything like that, but do you intend to do that?

Mr. Shoemaker: I certainly would intend that we do so, senator, and we must. That is one of the values of preparing for this committee's deliberations. We recognized fully that we knew what the causal connection had to be and that you have to relate the press coverage to the time sequence of the negotiations and the events as they are transpiring. We will have to do that and we will do it.

Senator Gigantès: I heard Senator MacDonald who, I think, gave you the point of view of someone who knows all about managing media. I think you should consider that if a reporter is seeing something, he is duty bound to report it to the home office and it is the home office then with which you are going to have to come into contact. If the reporter sees something happening, he has to send it to home base and then it is the editor or producer who has to take the decision as to whether to put it on the air or not. The reporter is under extreme pressures. He does not know whether others are broadcasting it or not. He is doing his duty.

Forgive me for citing a personal example. When Castro was about to invade Havana, I was a reporter. The U.S. government put an embargo on flights to Cuba. I went down to Miami, hired a parachute instructor to fly me in his plane allegedly to show me the corals. He flew me over Castro's forces and I jumped by parachute. The American government did not want me to do that but I felt the American government was wrong. It did not endanger anyone's life but my own. No confidential information was involved.

Governments sometimes act in that way and the reporter always has to operate on the premise that what he is being denied may be denied to him not because of an important reason of national security or the security of persons, but for the convenience of a minister. The reporter must always disregard

[Traduction]

M. Shoemaker: Souvenez-vous de ce qui s'est passé à l'ambassade de Turquie. Je me rappelle bien avoir vu des membres de la presse franchir des murs de manière spectaculaire pour avoir une meilleure vue de l'ambassadeur qui s'échappait par la fenêtre. Certains journalistes n'avaient absolument aucune retenue. Compte tenu de l'imagination et de l'ingéniosité des membres de la presse, il aurait fallu imposer un périmètre de sécurité relativement grand. On a beau disposer de lignes directrices, elles sont dans une certaine mesure, toujours difficiles à appliquer dans les faits.

Le sénateur Hays: Si je comprends bien, la GRC n'a pas modifié ses méthodes de surveillance des médias suite à cet incident du mois d'avril. On pourrait peut-être mettre sur pied une équipe qui aurait pour mission d'identifier les ondes dans le secteur de l'incident. Cette équipe serait mobile et serait en mesure de repérer les transmissions d'informations par ondes et de les surveiller. D'après votre témoignage, il semble que vous n'ayez rien fait de tel. Avez-vous l'intention de recourir à de telles méthodes?

M. Shoemaker: Bien entendu, monsieur le sénateur, j'espère que nous allons le faire, car je suis convaincu que cela est nécessaire. C'est un des avantages que nous vaut notre comparution devant le Comité. Nous reconnaissons entièrement que nous étions au courant de l'incidence que devait avoir les activités des journalistes et que les reportages suivaient de près le déroulement des négociations et l'évolution des événements. Nous serons obligés d'en arriver là.

Le sénateur Gigantès: Le sénateur MacDonald vous a donné le point de vue de quelqu'un qui sait très bien comment gérer les médias. Je crois que vous devez tenir compte du fait qu'un reporter a le devoir de signaler ce qu'il voit à son bureau central. Quant à vous, c'est auprès de ce bureau central que vous devez intervenir. Si un reporter est témoin d'un événement quelconque, il doit en rendre compte au bureau central où le rédacteur en chef ou le producteur décide ou non de le diffuser. Le reporter fait face à des pressions extrêmes. Il ne sait pas si son reportage est diffusé ou non. Il se contente de faire son devoir.

Permettez-moi de citer un exemple personnel. J'étais reporter lorsque Castro était sur le point d'envahir La Havane. Le gouvernement américain avait mis l'embargo sur tous les vols à destination de Cuba. Je me suis rendu à Miami, j'ai demandé à un instructeur de parachutisme de m'emmener en avion, soi-disant pour voir les coraux. Il m'a emmené au-dessus des troupes de Castro et j'ai sauté en parachute. Ce que j'ai fait là était contraire aux instructions du gouvernement américain, mais j'estimais, quant à moi, que les américains avaient tort. Mon expédition ne présentait aucun danger pour personne d'autre que moi-même. Il n'y avait pas d'information confidentielle en jeu.

Les gouvernements agissent parfois de cette manière et le reporter doit toujours s'attendre à rencontrer des obstacles sur son chemin, non pas pour des raisons de sécurité nationale ou de sécurité des individus, mais pour la commodité d'un ministre. Un bon reporter doit toujours faire fi des instructions qui servent à protéger la commodité d'un ministre.